le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de **restauration de la doctrine** et de l'organisation **révolutionnaires** en liaison avec la classe **ouvrière, contre la** politique personnelle et parlementariste.

ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)

MARS 1965 — 3me Année — N° 19

Le numéro : **0,40 F — 4 F.B.**
Abonnement annuel ... **4 F - 40 FB**
Abonnement de soutien **10 F - 100 FB**

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou B.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

CAPITALISME = exploitation, chômage et guerre

Depuis plusieurs mois déjà, il ne se passe pas un jour sans que de nouveaux licenciements, fermetures d'usines, lock-out ou réductions d'horaires soient annoncés. Le textile et l'habillement après les constructions navales, le cuir après l'industrie automobile, les mines et même la métallurgie lourde, tous les secteurs productifs sont tour à tour frappés : à Nantes et à St-Nazaire comme à Roubaix, à Sochaux comme à Pau, dans l'Est comme dans la région lyonnaise Au total plus d'un million de salariés sont touchés par les licenciements et les réductions d'horaires. 140.000 ouvriers du textile en sont réduits à 39 heures de travail hebdomadaire en moyenne depuis décembre ; dans le Bas Rhin, un ouvrier du textile sur cinq travaille 32 heures par semaine ; chez Peugeot, 25.000 ouvriers ont terminé pour la vingt-sixième fois depuis le printemps dernier une semaine à horaire réduit ; chez Berliet à Lyon, 11.000 ouvriers viennent d'apprendre que leurs horaires étaient réduits à 36 heures par semaine.

La douloureuse énumération pourrait continuer longuement et plus personne aujourd'hui ne peut dissimuler ces plaies sociales derrière les mensonges sur la « planification », la « prospérité » ou le « capitalisme moderne ». Personne, pas même les représentants officiels de l'Etat. Dans sa dernière conférence de presse, alors même qu'il brossait un tableau idyllique de la société capitaliste convertie à la « politique des revenus », de Gaulle n'a pas caché que la « progression elle-même est exposée à maints avatars. Tantôt rapide et tantôt lente, emportée parfois par la « surchauffe » ou arrêtée par la crise, excessive dans certaines branches et insuffisante dans d'autres, elle comporte toutes sortes de saccades et d'inégalités, de profits abusifs et de retards injustifiés ». Il oublait simplement de préciser que c'est la classe ouvrière qui supporte toujours les « saccades » et les « avatars » de la production capitaliste, mais il n'en décrivait pas moins, en termes voilés, l'anarchie fondamentale du mode de production capitaliste.

Les « communitses » officiels et leurs compères « socialistes » s'apitoient, quant à eux, sur les malheurs de la classe ouvrière. Mais dans quel but ? Pour dénoncer l'exploitation capitaliste, stigmatiser un ordre social qui, tour à tour, écrase les producteurs sous le poids d'une journée de travail démesurément longue et intense, les abrutit sous les apparences d'un confort de pacotille, les entasse dans ces fourmilières démentielles que sont les villes modernes, puis les jette brutalement sur le pavé en attendant de les transformer en chair à canons d'une nouvelle guerre mondiale ? Pour exciter leur haine de classe contre un tel système social et les préparer ainsi à l'abattre définitivement par la lutte révolutionnaire ? Pas un instant ! « Communistes » et « socialistes » n'évoquent la condition prolétarienne que pour tenter de gagner des voix aux élections prochaines !

C'est bien là, en effet le *but* des partis soi-disant « ouvriers ». *Que font-ils* ? Ils appellent à des réunions électorales, signent des pétitions, sollicitent des audiences auprès des préfets, organisent des grèves symboliques, minutées, dans l'ordre, catégorie par catégorie, et dont le but avoué est d'obtenir l'ouverture des négociations.

Que dénoncent-ils ? Seulement le *gouvernement* actuel, qu'ils présentent comme le responsable d'une situation qui, en fait, ne découle nullement, comme ils voudraient le faire croire, du mépris du Général pour le parlement, des liens directs de son Pompidou de premier ministre avec la haute banque ou du « caractère monarchique (l'*Humanité* dixit) de l'actuelle Constitution, car le Général, sa constitution, ses ministres, sont simplement au service, comme tous les gouvernements de droite ou de gauche, de l'Etat capitaliste qui n'a d'autre fonction — avec ou sans général hautain à sa tête, avec ou sans constitution « monarchique », avec ou sans premier ministre banquier — que de défendre par tous les moyens l'économie et la société capitaliste. A chacun sa manière : celle de de Gaulle ne peut être celle de Thorez, mais celle de Thorez n'était pas moins efficace que celle de de Gaulle, lorsque, Vice-Président du Conseil après la Libération, il exhortait les ouvriers à « retrousser les manches » !

Que proposent-ils enfin ? Puisqu'ils ont fait du gouvernement le responsable, c'est tout simple pour eux : il suffit d'en changer ! Et nos « communistes » peuvent ainsi adopter tranquillement le programme du parti radical d'il y a un demi-siècle. Leur plus haute revendication n'est-elle pas cette « démocratie rénovée » établie par l'union de tous les bons démocrates autour du fameux « programme commun » qui se résume finalement en deux points : révision de la Constitution et nationalisation des industries ? Le remède aux tourments de la société de classe, à l'exploitation du prolétariat, aux crises, aux guerres, le voilà : un nouveau chiffon de papier constitutionnel et un changement de propriétaire pour les entreprises — changement qui ne change évidemment rien à rien comme le savent d'expérience les travailleurs des secteurs nationalisés. En 1877 déjà, Engels se moquait des socialistes dont l'horizon se bornait aux nationalisations : « si l'étatisation du tabac, écrivait-il était socialiste Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme », et il pouvait conclure que « la transformation en propriété d'Etat ne supprime pas la qualité de capital des forces productives ». Depuis, presque un siècle a passé. Ceux qui invoquent aujourd'hui encore les mêmes vieilles recettes ne sont plus des naïfs dont on peut se moquer : ce sont des agents de la bourgeoisie qui veulent faire croire au prolétariat que tout peut changer en remplaçant un gouvernement par un autre, mais sans toucher ni à l'Etat bourgeois (républicain, "monarchiste" ou fasciste), ni à la "qualité de capital des forces productives". Que tout peut changer par quelques réformes politiques et juridiques, sans *révolution politique* et sans *révolution sociale*

***

Mais rien d'essentiel ne peut changer sans révolution : c'est là le plus sûr enseignement du marxisme, que plus d'un siècle de domination bourgeoise confirme pleinement. Cette certitude, le prolétariat l'a payée cher : par le massacre de deux guerres impérialistes, par l'écrasement quotidien du travail salarié ou par la misère du chômage. Et sans cette certitude le prolétariat n'est rien, rien d'autre qu'un rouage de la machine capitaliste, un rouage vivant certes et dont le sort émeut les «socialistes » ou « communistes » de parlement, mais un rouage tout de même.

Le capitalisme est resté fondamentalement le même, malgré toutes les réformes et toutes les modernisations, et le capital ne

(Suite en page 4)

Non au bulletin de vote !

Toute élection est une tromperie pour la classe exploitée, dont le sort ne peut se régler par la ridicule comptabilité des « opinions » matérialisées par de petits bouts de papiers jetés dans une boîte cadenassée.

La situation de la classe ouvrière est déterminée par son exploitation quotidienne dans les usines, par la force de l'Etat bourgeois qui la défend, par la politique des partis électoraux qui dupent et trahissent la révolte ouvrière en la canalisant dans des grèves minutées et donc sans portée, et dans de soi-disant « batailles » électorales qui, gagnées ou perdues, laissent intacts et le Capital et son Etat.

Les élections municipales, règne des combinaisons louches, de la politicaillerie locale, des marchandages sordides entre « administrateurs » aux dents longues rêvant d'adjudications fructueuses, développent en outre l'esprit de clocher. On entend parler de défendre contre la « Réaction » ces « citadelles » de la démocratie que seraient les hôtels de ville.

Quelle sorte de « citadelles » ?

Comment croire que quoi que ce soit d'important pour la classe ouvrière pourrait changer dans tel village, dans telle ou telle ville parce que des derrières « de gauche » s'assieraient ou continueraient de s'asseoir dans les fauteuils du Conseil municipal, et alors que tout — usines, banques, police, armée, Etat central — partout ailleurs, resterait en place ?

Les grands et les petits problèmes de la classe ouvrière, seule la lutte de classe peut les régler : la grève, la manifestation, l'insurrection, la révolution, qui toutes ont pour cadre minimum la nation et ne peuvent triompher durablement qu'en s'étendant à l'échelle internationale.

Ces élections municipales peuvent pourtant apprendre une vérité bien simple aux prolétaires. Il suffit de regarder. Ici, le P.C.F. s'allie à la S.F.I.O. ; là, la S.F.I.O. s'allie aux Indépendants et au M.R.P. ; un peu plus loin, les Indépendants et le M.R.P. s'allient à leur tour à l'U.N.R. Et le tour est joué : la chaîne est complète, le cercle est bouclé. Se donnant ainsi la main l'un l'autre, tous ces Messieurs s'apprêtent à danser gaîment la ronde électorale.

Prolétaire ! ouvre les yeux et refuse d'entrer toi aussi dans cette ronde, en attendant d'avoir la force de la transformer en marche *funèbre par la révolution communiste !*

Dis non au bulletin de vote !

PROLETAIRES, souvenez-vous de la guerre impérialiste !

C'est en 1920 que l'Internationale Communiste lançait cet avertissement. Alors, tout ouvrier savait quelle est la cause véritable des guerres — le régime capitaliste — et la classe qui porte la responsabilité de son déclenchement — la bourgeoisie.

Mais aujourd'hui, c'est à un prolétariat complètement mystifié sur la signification réelle de la seconde guerre mondiale, à un prolétariat littéralement anesthésié par les mirages de la « prospérité » capitaliste et les prêches pacifistes des renégats du communisme, que nous devons lancer le même avertissement. La « prospérité » ne peut aboutir qu'à la crise et le capitalisme ne lui connaît pas d'autre remède que la guerre impérialiste ; les discours ou les signatures des pacifistes n'ont jamais fait taire les armes quand leur heure était venue.

Dans leur propagande pacifiste, les « communistes » officiels se complaisent à évoquer la guerre apocalyptique de l'avenir. Ils se gardent bien de rappeler les horreurs de la guerre passée, ou du moins ne le font-ils qu'à sens unique, pour dénoncer les crimes de Hitler. Ils se taisent sur ceux du camp capitaliste adverse, pour la bonne raison que c'était leur camp, celui qu'ils avaient choisi en « oubliant » que les prolétaires n'ont pas de patrie, en reniant le mot d'ordre de Lénine sur le défaitisme révolutionnaire qui implique la lutte contre sa propre bourgeoisie, même et surtout si elle est en guerre, la dénonciation des crimes de sa propre bourgeoisie et non pas seulement de celle d'en face !

***

Le 13 février 1945, 2.119 bombardiers anglais et américains, répartis en trois vagues, lancèrent sur Dresde, en Allemagne, leurs bombes incendiaires. La ville brûla pendant sept jours et huit nuits. Ceux qui tentèrent de fuir furent abattus à la mitrailleuse par les chasseurs d'escorte. 135.000 cadavres furent retirés des décombres : deux fois plus qu'à Hiroschima.

Dresde n'était pas une ville stratégique, pas même une ville industrielle. Les usines et les gares ne furent du reste ni touchées, ni visées. L'objectif c'étaient les quartiers où la population civile, gonflée par l'afflux des réfugiés, était dense.

L'instigateur de ce bombardement ce fut Churchill. Son but, à l'origine, était de le faire coïncider avec la conférence de Yalta et de prouver ainsi la puissance militaire anglo-américaine à l'heure où les trois principaux impérialistes représentés par Roosevelt, Staline et le même Churchill se partageaient les dépouilles du monde. La puissance se mesure en argent en temps de paix, en cadavres en temps de guerre, telle est la société capitaliste. Quelque 100.000 cadavres tout chauds, c'était évidemment un argument de premier ordre autour du tapis vert des négociations, entre deux bombances au caviar et à la vodka.

Mais la météo défavorable ne permit pas que le bombardement eût lieu au moment de la conférence. Il ne fut pourtant pas décommandé. Il faisait partie, en effet, d'un plan plus vaste : les raids de terreur, qui tuèrent au total 570.000 civils et en blessèrent 885.000, dont 60.000 enfants.

Il s'agissait bien, en effet, de terroriser l'ensemble de la population. Pour hâter la fin de la guerre, plaident les généraux responsables de ces opérations. Mais l'issue de la guerre, en 1945, ne faisait plus aucun doute. Il s'agissait, en fait, de bien autre chose. Ce que les bourgeoisies « démocrates », ce que les paladins de la « liberté » luttant contre la « barbarie fasciste » voulaient anéantir définitivement ou prévenir par une terreur paralysante, c'était le danger de troubles révolutionnaires en Allemagne.

La bourgeoisie, elle, se souvenait de la première guerre impérialiste de 1914-18. Elle savait que la révolution russe, la révolution hongroise, l'agitation révolutionnaire en Allemagne, en Italie et dans toute l'Europe en étaient directement sorties. Elle savait que l'Internationale Communiste était née des flammes de la guerre.

C'est tout cela que la bourgeoisie ensevelissait sous ses bombes incendiaires, à Dresde et ailleurs. C'est sous les cadavres de bombardements sans objectif militaire, c'est par la terreur qui en résultait qu'elle se garantissait du danger révolutionnaire et préparait des jours heureux à l'accumulation du capital.

Prolétaires, souvenez-vous de la guerre impérialiste ! Elle vous apprend que votre ennemi c'est aussi bien la démocratie que le fascisme. Et qu'ils sont aussi impitoyables l'un que l'autre !

LA GRANDE BRADERIE DU "SOCIALISME" RUSSE

Dans une série d'articles parus les 5, 6 et 7 janvier 1965 sous le titre « Un tournant dans la planification soviétique », l' « Humanité » s'efforce de concilier avec la légende du "socialisme" russe la consécration officielle donnée par Kossyguine aux critères de la rentabilité et du profit d'entreprise.

« On a pu lire en France qu'il s'agit là-bas de revenir à la notion de "profit" (sous-entendu capitaliste). De telles affirmations font bien rire les Soviétiques. Ils ont définitivement supprimé l'exploitation capitaliste » (l' « Humanité » du 5-1)

« Cette notion du bénéfice est grossièrement assimilée par certains commentateurs antisoviétiques à la notion de profit ou de bénéfice capitaliste. Simple tour de passe-passe qui n'a rien à voir avec les sciences économiques » (l' « Humanité » du 7-1).

Ainsi, nos Staliniens entourent de toutes sortes de guillements pudiques le mot de profit tant à la mode en Russie. Il "sous-entend" par trop capitalisme ! Pourtant, depuis Staline, aucun dirigeant russe n'a nié le rôle du marché et du profit dans la prétendue "construction du socialisme". Et, de fait, pour nous il n'y a ni "tournant", ni "retour" aux méthodes capitalistes : l'économie russe n'a jamais été socialiste. L'embarras de l' « Humanité » (qui doit bien faire rire les Soviétiques !) vient seulement de la difficulté toujours plus grande à replâtrer la façade décrépie du "socialisme" russe.

Les Russes, eux, ne cherchent pas leurs mots. Dans une longue série de débats publics économistes et chefs d'entreprises ont prôné une planification basée non plus sur l'estimation centralisée des besoins sociaux, mais sur la réalisation du plus grand profit d'entreprise. « La vie commande l'adaptation », clame l' « Humanité ». Et les "théories" de Liberman, Nemtchinov, Trapeznikov et autres Léontiev ne sont que le reflet des poussées anarchiques d'une économie de marché. Ces distingués économistes laissent à d'autres le soin d' « adapter » à leurs formules la sacro-sainte théorie de la « construction socialiste ».

En effet, c'est avec la force d'une nécessité inéluctable que se sont imposées les "expériences" du professeur Liberman à Kharkov ou celles tentées depuis septembre 1964 à Moscou et à Gorki. Comme l'on sait, dans ces dernières villes, deux trusts de l'industrie textile ont établi leur plan de production en s'en tenant aux seuls critères de la demande et du profit.

La « Pravda » nous annonce l'extension de ces méthodes à près de 400 entreprises de l'industrie légère (textiles et cuirs) réparties sur l'ensemble du territoire :

« L'activité des fabriques de vêtements et de chaussures sera jugée sur leur plan de réalisation des produits commandés par les magasins, et celle des entreprises de l'industrie textile et du cuir sur leur plan de livraisons établi à partir des commandes des fabriques de vêtements et de chaussures. Ainsi, les indices fondamentaux de l'activité d'une entreprise seront la réalisation des produits et l'accomplissement du plan selon le profit » (« Pravda » du 13-1).

Loin d'être isolée, cette mesure n'est qu'un premier pas sur la voie d'une réforme qui devra s'appliquer à toute l'industrie russe. Voici comment Kossyguine l'a expliquée à la 5e session du Soviet suprême :

« Pour que les entreprises sentent mieux la conjoncture du marché et les changements dans la demande des acheteurs il convient d'établir largement la pratique des liaisons directes entre les entreprises et les magasins qui vendent leurs produits à la population. Les mêmes liaisons directes entre fournisseurs et consommateurs sont également nécessaires dans les branches produisant des moyens de production : machines, équipement métaux. » (« Pravda » du 10-12-64).

Ainsi, c'est l'ensemble de l'économie soviétique qui fera sous peu "l'expérience" des rapports mercantiles directs entre producteurs et consommateurs. Toute une législation industrielle et commerciale est en préparation dans les conseils économiques régionaux et les administrations ; elle entraînera, nous dit l' « Humanité », « des réformes profondes qui trouveront leur expression dans la nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. dont une commission élabore le texte sous la présidence de Léonid Brejnev ».

Il est caractéristique que ces mesures aient d'abord été appliquées à l'industrie légère productrice de biens de consommation. Dans toute économie capitaliste c'est en effet la branche la plus sensible aux fluctuations du marché. Nous avions déjà signalé dans ce domaine l'accumulation de stocks que les magasins d'Etat ne réussissaient pas à écouler. Kossyguine nous en donne la confirmation :

« Actuellement, dans les dépôts et les magasins, certains articles sont en excédent : vêtements, tissus, chaussures, etc. Le gouvernement a décidé de réévaluer ces marchandises et a prévu dans ce but au budget de 1965 une somme importante d'environ un miliard trois cents milions de roubles.

Ainsi, la population pourra acheter ces marchandises à plus bas prix. Pour la commodité des clients leur vente sera organisée dans des magasins spéciaux » (« Pravda » du 10-12)

Devant cette situation les "expériences" de Moscou et de Gorki prennent un relief tout particulier. On liquide les stocks a bas prix et l'on renouvelle la production en multipliant le nombre d'articles, en améliorant la qualité et... le prix. L'essentiel, c'est que le capital ne dorme pas ! « Les marchandises circulent trois fois plus vite que ne l'avait prévu la norme », déclare la « Pravda » au sujet des magasins new-look de Gorki.

«Tout y est inhabituel : les larges vitrines présentées avec gout, les vastes rayons où l'on peut sans se presser choisir et "tâter" la marchandise, les vendeuses polies et soigneusement vêtues qui savent conseiller l'article qui vous convient. Mais, surtout, ce qui attire les visiteurs, c'est l'abondance des vêtements de femme, élégants et de bonne qualité. Les femmes de Gorki n'avaient jamais vu une telle quantité de modèles, de tailles et de coloris dans les "points de vente" de la ville... Certes, la rentabilité de chaque article a quelque peu baissé. Mais l'Etat ne perd-il pas plus avec des articles qui n'ont pas les faveurs de la demande et qui dorment pendant des années dans les dépôts et les magasins ? » (« Pravda » du 13-1-65).

On croirait lire une page du roman de Zola « Au bonheur des dames », lorsque notre XIXe siècle bourgeois faisait la découverte des méthodes commerciales de vente en grand !

Pour garantir un "juste" profit à une production de meilleure qualité, économistes et chefs d'entreprise demandaient une libération des prix. M. Kossyguine leur donne son accord :

« La production d'articles de qualité exige souvent l'emploi de matériaux plus chers et de dépenses supplémentaires. Les prix de détail de ces marchandises pourront, certes, s'élever quelque peu, surtout dans une première période... » (« Pravda » du 10-12-64).

Et l' « Humanité de s'évertuer à montrer que le profit n'est qu'un "instrument de mesure du rendement" et non le but de production capitaliste russe !

« Le bénéfice d'exploitation réalisé en régime socialiste par la bonne marche d'une entreprise n'a rien de commun avec le profit puisqu'il n'y a pas d'exploiteurs. Les fruits d'une bonne gestion ne peuvent qu'être répartis aux travailleurs ou affectés à la satisfaction de besoins sociaux » (l' « Humanité » du 7-1-65).

Mais que montrent justement les ventes au rabais, le développement du crédit à la consommation ? Que la fameuse « répartition » ne s'est pas faite, comme le Capital aurait pu le souhaiter ; que les entreprises n'ont pas pu réaliser la plus-value extorquée aux prolétaires russes. En essayant d'escamoter le terme de profit, si en vogue à Moscou, « l'Humanité » travestit la production capitaliste russe, qui est toute entière tournée vers le profit, en une production dont le but serait la satisfaction des besoins humains. Mais quel marxiste peut ignorer que c'est sous cette enseigne publicitaire que se présente toujours le Capital ? Et pour nous, cette publicité parle d'autant plus qu'elle fait plus appel à la « mode », à la « qualité », à « l'élégance », au caprice : en un mot, au « bonheur des dames ».

« L'Humanité » ne nous fera pas croire que les ouvrières russes, qui n'ont pas eu assez de leur maigre salaire pour s'acheter les pauvres vêtements de l'époque stalinienne, s'arracheront demain les nouveaux modèles plus coûteux.

Parlant de l'élévation du prix des articles de meilleure qualité, Kossyguine déclarait qu'elle doit constituer un encouragement à la production de marchandises se plaçant « au niveau de la technique mondiale ». C'est sur ce terrain, et non sur celui du « bien-être » des prolétaires russes, que Moscou entend porter la « compétition » économique. Et « l'Humanité » reconnaît elle-même le lien étroit entre les réformes de la gestion économique en U.R.S.S. et la concurrence engagée sur le marché mondial :

« La nécessité (des réformes) est d'autant plus grande que l'avenir est à un perfectionnement considérable de la division du travail et de la spécialisation à l'intérieur du camp socialiste, ainsi qu'à l'extension des échanges commerciaux avec les pays capitalistes. »

« Sur le marché mondial du socialisme, la compétition devrait jouer un rôle progressiste important. Dans l'arène internationale, la production soviétique doit pouvoir se mesurer dans tous les domaines avec celle des meilleures entreprises ...et les battre » (« l'Humanité » du 7-1-65).

Telles sont donc les perspectives « socialistes » de ces Messieurs : concurrence entre les entreprises pour la conquête du marché national et les plus hauts profits ; compétition entre les pays « socialistes » dont la Banque Internationale de Moscou reflète les péripéties depuis janvier 1964 ; enfin, lutte pour le partage du marché mondial avec les armes mêmes des pays capitalistes. Dans cette affaire, peu nous importe de savoir qui l'emportera. Nous posons seulement cette question : une telle perspective se réalisera-t-elle sans cris ? sans guerre ? sans révolution ? à l'Est comme à l'Ouest ?

« L'Humanité », aussi bien que la « Pravda », ne nous présentent plus seulement le socialisme comme une économie de marché, elles en sont venues à nier l'inévitabilité des crises sous ce régime social.

« Citant à tort et à travers des extraits de presse soviétique, certains observateurs occidentaux se sont empressés de parler de « crise de la planification en U.R.S.S. » ou de « crise économique » tout court. Crise ? Pourquoi pas ? » (« l'Humanité » du 5-1-65).

Nous savons bien, nous, que les quelques milliards de roubles de surplus russes n'ont rien de commun avec la crise que nous attendons. Mais voyez un peu où « l'Humanité » va chercher sa définition des crises :

« Les communistes n'ont pas peur des mots, et s'il est vrai que crise signifie aussi « moment décisif dans l'évolution des choses » (Larousse), il faut bien dire que la planification et, plus généralement, les méthodes de direction économique en U.R.S.S. passent par une phase décisive de leur développement pour atteindre à un niveau supérieur ». (Ibid.).

Voici Marx enfoncé par le dictionnaire Larousse, nouvelle Bible du réformisme ! Mais écoutez encore :

« En vérité, toute économie doit reconsidérer ses structures à chaque étape de son développement, qu'on le veuille ou non. Au cours de son histoire la France, elle aussi, a dû se soumettre à cette loi. La différence avec l'U.R.S.S., c'est que le régime socialiste, lui, permet de résoudre vraiment ces contradictions... » (Ibid.).

Ainsi, d'après nos Staliniens, toute économie (socialiste aussi bien que capitaliste) passe par des « crises » ; le socialisme n'a pas pour but de les éliminer, mais de mieux les résoudre. C'est la formule classique du réformisme : « Au fond, dit « l'Humanité », les crises considérées sous leur aspect maladif (sic !) ne naissent pas d'une réforme, mais bien du refus ou de l'incapacité d'introduire la réforme qui convient au moment nécessaire ». Tout cela ne signifie-t-il pas qu'en régime capitaliste il est devenu possible d'éviter les crises ? Que les crises ne sont pas inhérentes à la production pour le marché ? C'est le dernier aveu que nous attendions de « l'Humanité ». Après cela, il est grand temps de fermer boutique et d'ouvrir une agence de l'Intourist ou un magasin de modes moscovites !

"SOCIALISME"... A CRÉDIT !

D'un article de l' « Economist », intitulé « Des communiste au pays de Cocagne » (3-10-64), nous tirons quelques renseignements sur les ventes à crédit en U.R.S.S. :

« Pratiquement inconnues, il y a dix ans, les ventes à crédit sont aujourd'hui entrées dans les mœurs en U.R.S.S. Et pour la première fois les autorités soviétiques viennent de publier un chiffre global des nouvelles ventes à crédit : 2.133 millions de roubles en 1963... En Ukraine 11 % des biens de consommation durables ont été vendus à crédit ; dans la République de Russi, ce chiffre atteignait près de 7 % ».

« La procédure habituellement suivie en U.R.S.S. est la suivante : le travailleur effectue, à titre individuel, les démarches auprès de son entreprise pour qu'une certaine somme soit prélevée chaque quinzaine sur son salaire... L'application d'une autre système, assez voisin de celui utilisé dans les pays occidentaux a montré que le pourcentage des dettes impayées étaient plus élevées avec l'ancien système des« versements indirects » qu'avec le nouveau. Les habitants de l'Ukraine ont le choix entre les deux systèmes ; la plupart préfèrent le second et, en 1963, 78 % des ventes à crédit ont été effectuées par entente directe entre les deux parties. Dans le but d'obtenir des versements rapides et réguliers, les magasins infligent à leur clients une amende égale à 0,1 % du montant de la dette par jour de retard ».

Vraiment l'Ukraine est à l'avant-garde ! Le « système de Kharkov » prôné par le professeur Liberman a ouvert l'ère des rapports directs entre producteurs et consommateurs avec à la base de tout le sacro-saint principe du profit d'entreprise. Le complément indispensable de cette politique sur le marché devait être l'essor vanté du « crédit à la consommation ». C'est aujourd'hui chose faite. Mais où le « socialisme » va-t-il se nicher ?

Négociation syndicale = Défaite ouvrière

Les deux grèves qui, en janvier dernier, ont mobilisé les salariés du secteur public (fonctionnaires et entreprises nationalisées) n'ont pas marqué, comme l'espéraient certains, le renouveau d'une combativité ouvrière abattue par d'innombrables défaites. Après une assez longue acalmie sociale, il a semblé, un moment, que devant les exigences de la politique gouvernementale, tout un groupe de professions s'avérait décidé à marquer sa volonté de résistance. En dépit des promesses démagogiques des bonzes syndicaux, et contrairement aux illusions des activistes de divers bords, la seconde des deux grèves de janvier a été bien moins suivie que la première. Les dirigeants syndicaux savaient bien qu'ils ne mettraient pas à exécution les menaces qu'ils proféraient ; les activictes croient toujours qu'il suffit de formuler des mots d'ordre justes pour qu'ils soient instantanément suivis. La grève du 11 janvier avait été impressionnante, celle du 27 fut un échec. Non seulement le nombre de grévistes, notamment dans certaines corporations comme les P. T. T., tomba de moitié, mais surtout l'impression de paralysie *économique qu'avait laissé la grève du 11 ne se renouvela nullement : dans les grèves du secteur public,* l'effet moral — *à défaut de l'efficacité réelle — réside dans l'arrêt quasi-total des fournitures d'électricité. Cette fois-ci, l'Etat, utilisant habilement la "discipline civique" des syndicats arracha à ces derniers (sans grande lutte il est vrai) le contrôle des dispositifs de sécurité. Cette mesure fit sur les syndiqués de province l'effet qui correspondait en fait à sa réalité : celui d'une* capitulation. *La participation au mouvement s'en ressentit ; Paris fut la seule ville à souffrir réellement de la pénurie d'électricité.*

-:-

D'une grève à l'autre, la raison du fléchissement est facile à deviner. D'une façon générale la classe ouvrière, particulièrement en France, est moins combative qu'il y a seulement 10 ans. C'est le résultat conjugué de la "prospérité" trompeuse du capitalisme (plein emploi, heures supplémentaires) et de l'œuvre criminelle de division poursuivie par les syndicats de collaboration de classe qui, non seulement ont fragmenté à l'infini les catégories ouvrières concurrentes, abandonné les grèves véritables — illimitées — mais encore ont découragé tout

(Suite en page 4)

Ce que fut en réalité le Front Populaire

De la défaite du prolétariat espagnol à la guerre impérialiste

Nous avons vu dans le chapitre précédent de cette étude que la victoire du Front Populaire avait eu pour principal résultat social la liquidation des grandes grèves de juin 1936. Soldée par quelques améliorations éphémères du sort des ouvriers, la « lutte contre le fascisme » n'avait été que le prétexte permettant de les rallier à la défense des valeurs nationales, démocratiques, bourgeoises. *Ce qui, en France, s'était réduit à une classique farce électorale, devait en Espagne prendre les dimensions d'une tragédie. Là l'offensive totalitaire de la bourgeoisie fut une réalité et la riposte ouvrière une insurrection armée. Par voie de conséquence, la signification sociale de l'antifascisme, le rôle politique réel de ses promoteurs, le caractère contre-révolutionnaire des partis communistes dégénérés, devaient s'y révéler au grand jour. En Espagne, l'Antifascisme ce fut essentiellement l'annulation des expropriations réalisées par l'insurrection ouvrière, la restauration de la police et de l'autorité de l'Etat bourgeois au nom de la discipline militaire, l'assassinat des révolutionnaires sous couvert de la « lutte contre la Ve colonne » et de « l'unité contre Franco ».*

En proclamant, en 1917, la nécessité de transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire, Lénine et les Bolcheviks avaient ouvert une phase révolutionnaire de l'histoire. Pour la clore, il fallait que fut résorbée, dans l'antifascisme et la collaboration de classe, la dernière explosion sociale de cette phase ; il fallait transformer une guerre civile en un prologue de la nouvelle guerre impérialiste. Quelques mois à peine après la reddition de Barcelone et la déroute militaire du "Frente Popular", éclatait en effet le second conflit mondial. On put voir sur le front français de la « drôle de guerre », d'ex-combattants républicains espagnols qui avaient troqué leur uniforme de miliciens antifascistes contre celui de la « grande démocratie » tricolore : un symbole qui donne raison, en dépit des tournants de la politique de guerre de Moscou, aux staliniens revendiquant la continuité *de leur antifascisme. « Notre résistance à nous communistes — devait déclarer Billoux, dans un discours électoral d'après-guerre — a commencé en Espagne ». C'est exact, à la condition toutefois de donner à « antifascisme » et à « Résistance patriotique » leur contenu commun : la renonciation à la lutte révolutionnaire contre toute forme, fasciste ou non, de domination du capital.*

LA VRAIE SIGNIFICATION DE LA GUERRE D'ESPAGNE

Dans la formulation de Lénine, guerre entre Etats modernes signifie guerre impérialiste de concurrence dirigée contre *tous les prolétariats*, tandis que *guerre civile* est guerre de classe du prolétariat international contre *toutes les bourgeoisies*. La complexité de la guerre d'Espagne découle de ce qu'elle participe des deux aspects. Guerre civile, car le prolétariat y intervint violemment en ébranlant les assises de l'Etat bourgeois. Mais guerre capitaliste aussi, car cet assaut révolutionnaire fut dévoyé dans une lutte menée sous le drapeau idéologique de la guerre impérialiste à venir et conduite selon les règles de discipline sociale propres à rétablir et renforcer l'autorité de l'Etat bourgeois. C'est parce qu'en Espagne la révolution fut tout de suite battue par la contre-révolution, parce que deux gouvernements également bourgeois — républicain et franquiste — prétendaient à la direction du *même* Etat de classe que le prolétariat espagnol a été abusé quant à la nature de sa lutte et qu'on a pu, à partir de ce *précédent*, persuader tous les prolétaires du monde qu'au sein du même mode de production, des Etats exploiteurs et oppresseurs pouvaient se battre pour la «Liberté» contre d'autres Etats qui la niaient.

A la base de toute lutte armée, il y a un conflit d'intérêts matériels. Ceux de la réaction fasciste de Franco étaient bien évidents ; ceux des ouvriers qui lui ripostèrent par l'insurrection n'étaient pas non plus mystérieux. Le conflit *initial*, en Espagne, était un conflit entre capitalisme et prolétariat. C'est seulement en détournant l'insurrection ouvrière de ses objectifs primitifs qu'on a pu en faire un conflit entre « l'idéal démocratique » et la « barbarie fasciste ».

La riposte ouvrière à l'offensive française éclate à un moment où la guerre internationale, seule solution capitaliste de la crise capitaliste, est toute proche. Les principales conditions en sont réunies puisque la seule classe qui puisse lui faire obstacle, le prolétariat, est battue, puisque son parti international, devenu simple appendice des intérêts nationaux russes, en accepte l'éventualité. Or l'insurrection qui éclate à Barcelone à la nouvelle du débarquement de Franco semble renverser la conjoncture: la bourgeoisie peut craindre qu'à l'exemple des ouvriers espagnols, les prolétaires d'Europe se ressaisissent et reconstituent leur front de classe. Il lui faut donc, à tout prix, que la lutte armée contre Franco *cesse d'être une révolution*. Dans l'imbroglio espagnol, les intérêts immédiats des grandes puissances se contredisent, mais l'intérêt du *capitalisme en général* est bien clair : faire rentrer les insurgés de Barcelone ou d'ailleurs dans une armee *régulière* obéissant à un gouvernement *bourgeois*. Pour y parvenir il faut une idéologie qui ne soit pas l'idéologie révolutionnaire ; il faut des partis ouvriers qui ne combattent pas, *ou plus*, le capitalisme. Cette idéologie c'est l'antifascisme, ces partis ce sont ceux des deux Internationales dégénérées ; le *Frente Popular* en sera la raison sociale. Comme le danger pour le capitalisme était grand, comme la classe ouvrière espagnole était résolue et héroïque, la manœuvre a été impitoyable, la lutte a été terrible sur tous les fronts. Sur le front militaire où les mercenaires de Franco, munis d'un armement ultra-moderne exterminent sans quartier les miliciens armés de vieux fusils, et vont jusqu'à massacrer les prisonniers. Sur le plan politique où les « forces de l'ordre » du camp républicain ne reculent pas devant l'assassinat pour éliminer les dirigeants révolutionnaires.

La guerre d'Espagne a atteint une violence et une horreur qui sont restées dans les mémoires. C'est parce que la *façon révolutionnaire* dont le prolétariat espagnol répondit au fascisme était intolérable pour les démocrates bourgeois et leurs alliés opportunistes dans les rangs ouvriers. Nous avons déjà dit ici que les antifascistes n'ont jamais lutté contre leur prétendu adversaire : dans une conjoncture précise où leur mot d'ordre cessait d'être un slogan électoral pour devenir une lutte armée, menée par la fraction la plus combative de la classe ouvrière, avec ses moyens de classes, les antifascistes, staliniens en tête, ne pouvaient que saboter cette action et ces moyens. Ils le firent en Espagne en restituant aux propriétaires fonciers et aux capitalistes ce que l'insurrection leur avait confisqué, en restaurant l'Etat républicain, en proclamant la volonté du gouvernement de rétablir « le respect de l'ordre et de la propriété ». Si Franco triompha, il le doit, pour une bonne part, à l'efficacité de cette œuvre de sape : celle-ci priva les ouvriers au combat de la seule force contre laquelle les tanks, les avions et les mercenaires les plus sanguinaires sont impuissants : la conviction révolutionnaire, la volonté dictatoriale des prolétaires armés.

LA CRISE PERMANENTE DU CAPITALISME ESPAGNOL

Au début du siècle, deux pays en Europe devaient infailliblement, selon Lénine, devenir le théâtre de révolutions sociales : la Russie et l'Espagne. Tous deux enfermaient une économie marchande dans le cadre rétrograde d'un Etat pré-capitaliste ; tous deux étaient secoués par d'incessantes agitations populaires. Mais alors que le prolétariat, fortement concentré en Russie, était acquis au socialisme scientifique, en Espagne, il se répartissait entre quelques rares villes et s'organisait selon les principes utopiques de l'anarchisme fédéraliste et petit-bourgeois. De plus, la Russie tsariste, entraînée dans le tourbillon de la première guerre mondiale, devait éclater sous les coups de la révolution que cette guerre avait fait mûrir. L'Espagne, par contre, demeura à l'écart de la grande tourmente ; elle ne ressentit véritablement l'influence des contradictions capitalistes que lors de la grande crise mondiale de 1929, c'est-à-dire au moment même où la révolution communiste internationale était en plein reflux

De son côté, la bourgeoisie espagnole, enrichie et corrompue tout au long de son histoire, fusionna avec les classes féodales au lieu de les abattre par une révolution démocratique. En conséquence l'économie espagnole ne connut la grande industrie que dans quelques régions, contrôlées d'ailleurs par le capital anglais. De là l'importance de l'armée dans la vie politique, la prédominance des classes agrariennes, la complicité des radicaux-bourgeois à leur égard : tous les aspects d'un cadre arriéré dans lequel se débattait une bourgeoisie « incapable d'entreprendre la moindre réforme sans que le prolétariat lui saute à la gorge ».

Après une existence végétative jusqu'à la guerre de 1914-18, cette bourgeoisie trouva une prospérité relative à l'ombre de la dictature paternaliste de Primo de Rivera, auquel des socialistes — notamment Caballero, futur leader de l'antifascisme espagnol — apportaient leur appui. La crise économique générale de 1929 mit fin à cette stabilité et ouvrit, dès 1930, avec la chute de Rivera, cette période de mouvementée qui devait aboutir aux événements de 1936. La République, subrepticement substituée entre temps à la monarchie, s'avérait tout aussi impuissante à surmonter les difficultés économiques et sociales. Après chaque élection les "gauches" venaient au pouvoir et noyaient dans le sang des mouvements revendicatifs de plus en plus puissants. En 1931 le républicain Azzana et le socialiste Caballero décrétèrent « la république en péril » et instituèrent l'arbitrage obligatoire des conflits sociaux. En janvier 1932 les socialistes les félicitèrent pour leur action de répression contre les grèves. En septembre 1932, une réforme agraire bâtarde souleva la paysannerie. En janvier 1933, il y eut des morts au cours des grèves de Malaga, Bilbao, Saragosse. La gauche bourgeoise et les socialistes, après avoir bien assumé leur rôle de chiens de garde du capital, passèrent la main à la droite : ce fut le gouvernement agrarien de Gil Robbles et Leroux. En octobre 1934, la grève des Asturies fut réprimée avec violence et, de cette date à février 1936, 30.000 personnes furent incarcérées. A toutes ces répressions participèrent ceux que le *Frente Popular* prétendait opposer à l'avance fasciste. Sa majorité, victorieuse aux élections de juin 1935, comprenait : la gauche républicaine (Azzana), les socialistes, les communistes et même le « parti syndicaliste ». Elle était soutenue par les anarchistes (C.N.T. et F.A.I.) et le P.O.U.M. (parti ouvrier d'unification marxiste) trotskyste. Ainsi, à la veille de la tragédie espagnole, le simple examen de l'éventail politique et de ses alliances révélait deux faits capitaux : la majorité du Front Populaire était composée de partis ayant soutenu toutes les répressions antérieures ; les deux seuls mouvements se réclamant de la tradition prolétarienne et révolutionnaire se trouvaient liés à une coalition dirigée par ceux-là même qui avaient prouvé être les meilleurs défenseurs de l'ordre bourgeois.

TROIS JOURS D'INSURRECTION TROIS ANS DE CONTRE-REVOLUTION

Le coup d'Etat de Franco éclate le 17 juillet. L'indignation qui accueillit cette nouvelle parmi les démocrates de tous les pays cache une terrible vérité de fait : ce sont les *démocrates* du *Frente Popular* qui ont « laissé faire » le futur dictateur. Le complot fasciste a été préparé en toute quiétude au sein du grand Etat-major espagnol, presque sous les yeux des ministres républicains et après qu'Azzana eut déclaré aux Cortés que « tout danger fasciste était écarté ». En fait ces « républicains » avaient préparé le terrain à Franco, puisque celui-ci put prendre pied précisément dans ces régions agricoles que la répression des luttes paysannes avaient totalement désarmées. Que le gouvernement n'ait pas sérieusement cherché à lui faire obstacle, un autre républicain, Zamora, devait le déclarer crûment : « La bourgeoisie espagnole n'aurait pas résisté à Franco sans la poussée populaire ». D'ailleurs ces mêmes hommes, *après le déclenchement de l'offensive franquiste*, cherchèrent encore à négocier avec le Caudillo, mais sans résultat.

Le plan initial de Franco, qui consistait à débarquer en force et à se rallier tout l'appareil militaire gouvernemental, échoua à cause de la riposte fulgurante des ouvriers qui, à Barcelone principalement, fraternisèrent avec les soldats, désarmèrent les officiers, se rendirent maîtres de la rue. A ce moment-là le gouvernement légal se terre dans des caves, les gardes civils se cachent ; le prolétariat commande. Immédiatement il entreprend un vaste programme d'expropriation tendant à faire passer sous son contrôle production, commerce et transports. Malheureusement, tout à la réalisation de cette tâche ambitieuse, il néglige de s'occuper de ce qui, dans toute révolution, est l'essentiel : le *pouvoir d'Etat*, la *dictature de classe*. Durant ces journées fiévreuses l'Etat bourgeois n'est pas détruit, il s'est seulement mis en veilleuse. Anarchistes et trotskystes, qui dirigent les ouvriers, ignorent ou « oublient » qu'on ne peut détruire l'Etat capitaliste sans mettre à sa place l'Etat prolétarien. Les premiers, adversaires farouches de *tout Etat*, laisseront en place celui qui existe déjà. Les seconds suivent la ligne qui a déjà été fatale à la IIIe Internationale, celle qui remplace la dictature du prolétariat par le « *gouvernement ouvrier* ». Le drame de l'insurrection ouvrière en Espagne, c'est qu'elle ne dispose pas d'une organisation comparable au parti bolchevik russe.

Privé d'un tel parti, le prolétariat espagnol ne pouvait dispenser son héroïsme qu'en vain. La semaine insurrectionnelle n'aboutit pas à la victoire de la révolution. Fin juillet, la C.N.T. et le P.O.U.M. donnèrent l'ordre de cesser la grève générale sans que la nature de l'Etat eût été changée. Presqu'immédiatement le pouvoir bourgeois, en l'occurence le gouvernement de la Généralité de Catalogne, reprit « naturellement » ses fonctions en s'appuyant sur sa gendarmerie traditionnelle. Les milices ouvrières et autres organismes nés spontanément de l'insurrection furent dépouillés de toutes prérogatives politiques et subordonnés à de purs appendices du gouvernement bourgeois : le *Comité Central des milices* et le *Comité central de l'Economie*, eux-mêmes dominés par les socialistes. C'est au travers de ces organismes étroitement contrôlés par les forces politiques acquises à la bourgeoisie que l'Etat capitaliste, après quelques jours de vacance, se remit à fonctionner. La *révolution* espagnole était finie, *la guerre* d'Espagne allait commencer.

La préoccupation majeure du gouvernement républicain c'était de détourner la combativité ouvrière vers des *opérations purement militaires*. C'était la voie la plus sûre pour étouffer toute velléité révolutionnaire. Le mot d'ordre de « guerre avant tout » impliquait en effet *l'unité entre les classes* à l'intérieur du camp républicain, la soumission absolue des organisations ouvrières à l'autorité du gouvernement et la liquidation de toutes les atteintes à la *propriété capitaliste* tant à la campagne qu'à la ville. Cette dernière mesure sera d'ailleurs fatale aux républicains. Contre une lutte massive de la paysannerie espagnole, Franco aurait été impuissant : l'exemple de la révolution d'octobre est là pour prouver que, dans des pays principalement agricoles, c'est l'attitude de la paysannerie qui décide du sort des armes. En confisquant aux paysans espagnols les terres qu'ils avaient arrachées aux propriétaires fonciers, le gouvernement républicain rejetait ces paysans dans le camp de Franco ou, pour le moins, les détachait d'une lutte qui ne pouvait plus rien leur apporter. Un conflit de ce genre ne se gagne pas sur le terrain *militaire*, mais sur le terrain social, en dressant tous les déshérités contre l'adversaire et en armant leurs millions de bras.

Mais la ligne du *Frente Popular* n'était pas révolutionnaire, elle était démocratique-bourgeoise ; elle n'était pas le fait d'une dictature prolétarienne, mais d'une coalition hybride d'opportunistes, de petits-bourgeois et de bourgeois ; elle n'appelait pas à la reconstitution d'un front international de classe contre l'*ensemble* du capitalisme, mais elle spéculait sur les alliances en gestation de la future guerre impérialiste. Aussi expédia-t-elle au front les contingents ouvriers les plus combatifs, promit-elle à la petite bourgeoisie de lui restituer sa propriété, substitua-t-elle aux mots d'ordre de classe des slogans patriotiques. Elle créa une situation que le capitalisme international sut exploiter à fond. En un premier temps, par l'aide militaire de Mussolini et Hitler à Franco, il réussissait tout à la fois à décupler le potentiel offensif du fascisme espagnol et à contraindre l'aile révolutionnaire du *Frente Popular* à se « discipliner », c'est-à-dire à sacrifier à la guerre toutes les positions conquises par les ouvriers. C'était l'époque où les « grandes démocraties » décidaient de ne pas intervenir. En un second temps, ce même capitalisme trouva le moyen, par l'intermédiaire de la pression russe et de l'action politique des

(Suite en page 4)

Capitalisme = exploitation, chômage et misère

(Suite de la première page)

vit que pour s'engraisser de l'exploitatiton du travail salarié. Au lendemain de la dernière guerre mondiale c'est à peine s'il laissa le temps à l'ouvrier de changer l'uniforme militaire pour le bleu de travail. La « Libération » (de qui ? pas du prolétariat à coup sûr !) portait au gouvernement les partis populaires dont les « communistets » ministériels étaient le plus bel ornement. Ils prêchèrent la reconstruction. Le prolétariat devait se remettre au travail, vite, sur un rythtme forcené, sans trop penser aux lendemains qui devaient soi-disant « chanter ». Et les ouvriers reprirent le chemin de l'usine, « sans revendiquer » suivant le fameux mot d'ordre des « communistes ». Partout la production augmentait rapidement. La bourgeoisie se frottait les mains : l'étendue des marchés paraissait sans limites, les affaires allaient bon train. La guerre, ses cadavres et ses ruines avaient rendu sa jeunesse au capital.

Comparant sa situation à celle de sa devancière de la 1re guerre mondiale, la bourgeoisie avait tout lieu de se féliciter : pas de révolutions, pas d'agitation ouvrière vraiment dangereuse pour sa domination ; des partis « ouvriers » dociles, soucieux de leur représentation parlementaire et partisans décidés de *l'ordre* ; des syndicats déclenchant des grèves au compte-gouttes et au chronomètre. Seules les révolutions aux colonies venaient ternir ce beau tableau. Le capitalisme français y perdit ses chasses gardées d'Asie et d'Afrique, mais put régler l'opération au mieux de ses intérêts grâce à la complicité des partis « ouvriers ». La France d'avant-guerre, pays de la paysannerie nombreuse et de la petite entreprise, hérissée de barrières douanières et pilleur de colonies, disparaissait. Le capitalisme français faisait peau neuve : l'industrie se développait, se concentrait, partait à la conquête des marchés extérieurs. Le prolétariat, lui, recevait les miettes de l'expansion née de son exploitation : la période du crédit s'ouvrait.

***

Il recueille aujourd'hui les fruits de cette expansion, de ce « miracle économique ». En janvier dernier, le patronat publiait sa fameuse charte en 14 points. On peut y lire ceci entre autres : « La concurrence est un facteur irremplaçable de progrès... Mais la France dispose de peu de temps... La concurrence étrangère, en provenance de toutes les parties du monde, se fait chaque jour plus pressante ». Quelques jours plus tôt de Gaulle avait déclaré de son côté : « La concurrence s'engage sur le marché sans douanes, la pression de la puissance économique américaine s'exerce jusque chez nous. Il est clair qu'il nous faut produire toujours plus et toujours mieux, épargner et investir constamment et davantage... »

Le langage de l'ennemi de classe est fort net. La préoccupation essentielle, c'est la concurrence sur le marché mondial. Elle se fait aujourd'hui plus âpre, mais c'est là le résultat inévitable de l'expansion de la production, qui ne pouvait conduire qu'à la surproduction qui renforce la guerre commerciale. Quelles sont les armes de cette guerre-là ? Les prix. Il faut abaisser les prix pour vendre sur des marchés saturés, et il faut pour cela abaisser les coûts de production. Tout ouvrier sait ce que cela signifie : « rationaliser » la production, comme disent les bourgeois, en intensifiant les cadences, en modernisant l'outillage, en concentrant les entreprises. Moins d'heures de travail pour plus de produits, voilà le mot d'ordre du capital. Pour le prolétariat cela signifie chômage et licenciements, « fluidité » de la main-d'œuvre comme disent les bourgeois dans leur langage d'hypocrites, c'est-à-dire renforcement de la concurrence des ouvriers entre eux et donc abaissement de leurs salaires.

Le « plan de stabilisation » ou même les toutes récentes décisions gouvernementales sur le retour à l'étalon-or dans les échanges internationaux ne sont que l'expression de ces nécessités de la guerre commerciale. Ce sont donc des nécessités de l'économie capitaliste et non les lubies d'un général vieillissant. Pour briser ces nécessités, il ne suffit donc pas de mettre un général à la retraite, il faut détruire le règne du Capital.

***

Destructions de la guerre impérialiste, reconstruction, expansion productive : voilà le cycle parcouru et déjà pointent à l'horizon les étapes suivantes ; lutte effrénée pour les marchés, crise et nouvelle guerre.

On sait que dans sa « Charte » le patronat a dressé un panégyrique du profit capitaliste en utilisant habilement l'argument que l'U.R.S.S. « socialiste », elle aussi, reconnaissait ses bienfaits. Nous traitons de l'économie russe dans ce même numéro et nous n'en parlerons donc pas ici. Mais ce que nous ne voulons à aucun prix laisser passer, c'est le commentaire « autorisé » du journal « Le Monde » qui prend à son tour la défense du profit en ces termes : « On comprend mal pourquoi la notion de « profit » a si mauvaise presse en France, comme si tout ce profit servait seulement à satisfaire les dépenses de luxe des patrons... Les profits « distribués » ne représentent qu'une part très faible des bénéfices réinvestis ».

Tout cela est parfaitement vrai. Il est vrai que la part essentielle du profit capitaliste n'est pas *consommée* par le capitaliste, mais bien **réinvestie, et c'est précisément pour cela** que le profit « a si mauvaise presse » auprès des révolutionnaires marxistes véritables tandis que les « communistes » de pacotille se contentent de déplorer que le capitaliste s'engraisse trop. Ce n'est nullement parce que le capitaliste mange trop que le capitalisme est un mode de production inhumain, anarchique et sanglant, *c'est parce qu'il réinvestit.*

Réinvestir, qu'est-ce que c'est ? C'est transformer du profit en machines, en matières premières et en main-d'œuvre, bref en capital, afin d'augmenter la production. Pourquoi réinvestir ? Pour augmenter le profit en augmentant la production.

Et il faut absolument le faire à cause de la concurrence qui contraint chaque entreprise à produire « toujours plus et toujours mieux » comme le dit de Gaulle, c'est-à-dire toujours plus vite et moins cher pour pouvoir simplement se maintenir et continuer d'encaisser un profit. Le patron, la société anonyme, le trust, l'Etat n'investissent certes pas par goût de l'épargne, par sens social, pour fournir du travail à un nombre croissant d'ouvriers comme l'écrit le grotesque manifeste patronal ; ils investissent parce que telle est la loi du mode de production capitaliste.

Ou investir et conquérir les marchés, ou les perdre et disparaître, le capitalisme ne connait pas d'autre alternative. Mais cette course à l'investissement c'est d'abord l'exploitation du prolétariat aujourd'hui afin d'en tirer le maximum de profit et de pouvoir, en le réinvestissant, exploiter un prolétariat plus nombreux demain ; c'est ensuite les hauts et les bas de l'anarchie productive du capitalisme : les « saccades » comme dit de Gaulle — et on a vu qui en faisait les frais ; c'est aussi la multiplication des productions inutiles et nuisibles qui étouffent littéralement l'humanité (des armes thermonucléaires aux voitures individuelles la liste en est longue !) ; c'est enfin la crise et la guerre inéluctables.

C'est cela le capitalisme. Non pas un patron au ventre bien plein, mais un mécanisme économique qui enchaîne l'humanité à produire et encore produire dans la sueur ce qu'elle devra détruire demain dans son sang. Le credo du Capital, de Gaulle, son porte-parole autorisé, l'a fort bien formulé en réclamant « enfin et par dessus tout le travail du peuple français. Eh oui, le travail ! ». Voilà ce qu'exige le capital. On ne pourra s'y soustraire en préparant de nouvelles élections ou en rédigeant une nouvelle Constitution !

C'est la société capitaliste qu'il faut détruire si le prolétariat ne veut pas subir toutes ses exigences. Mais pour cela il ne suffit pas de changer de gouvernement : il faut abattre l'Etat. Seule la révolution communiste y parviendra

Directeur - Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
MARSEILLE (Xme)

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.

NEGOCIATION SYNDICALE = DEFAITE OUVRIERE

(Suite de la page 2)

espoir d'une destruction révolutionnaire de l'exploitation capitaliste. Réticente désormais devant les risques que comporte toute lutte de grande envergure, la masse ouvrière n'en ressent pas moins confusément la nécessité de s'opposer à ce que Marx appelait "les empiètement incessants du capital". De cet instinct de classe nait également, dans certaines catégories particulièrement défavorisées, comme chez les cheminots par exemple, la volonté d'élargir *les grèves de 24 heures, jugées d'évidence inefficaces et stériles. Mais il est bien évident que cette volonté, par définition* minoritaire *par rapport à l'ensemble des catégories en mouvement, se heurte inexorablement à la décision inébranlable des organisations syndicales, délibérément hostiles à toute lutte véritable et dont l'essentiel de l'activité, dans la "préparation" de la grève, consiste à en limiter au maximum la portée perturbatrice. D'ailleurs la simple manifestation parmi les syndiqués de la base, de la volonté de radicaliser l'action, constitue pour les bonzes syndicaux une raison supplémentaire pour la rétrécir davantage. Ainsi, après avoir parlé à plusieurs reprises, pour répondre à des impulsions venues du bas, de grèves de 48 heures, toutes les centrales du secteur public se sont ralliées à la formule hypocrite d'une grève de 24 heures « étalée sur deux jours ». Ce subterfuge grossier n'a certainement pas dupé les ouvriers, mais il a certainement contribué à les décourager de participer à la grève, étant évident qu'à supposer que des mouvements de ce genre puissent avoir quelque portée il faut encore qu'ils l'acquièrent par leur brutalité et leur* simultanéité.

En tout état de cause, la radicalisation d'une grève est toujours susceptible d'altérer le rapport des forces *aujourd'hui favorable à la bourgeoisie. En serviteurs fidèles du capital, les dirigeants du syndicalisme de collaboration de classe en sont parfaitement conscients, mais il leur suffit encore, pour empêcher toute extension de grève, de conduire la lutte sous des drapeaux aussi déshonorants que ceux qu'ils déployèrent en janvier, à la veille de la grève du 11.* Force Ouvrière *déclarait dans un tract qu'elle voulait "contraindre" le gouvernement* à discuter, contracter, négocier; *quant à la C.G.T., son porte-parole officieux de "L'Humanité" écrivait le lendemain de la grève du 27 qu'il se dégageait de ce mouvement « une volonté unanime :* négocier ». *Lorsque l'Etat-Major n'envisage la guerre qu'en vue de signer l'armistice, il n'y a pas lieu de s'étonner si, dans les rangs, les désertions sont nombreuses !*

-:-

A cette situation il n'y a pas de remède miraculeux. Tous les élements de désagrégation de l'énergie ouvrière (division et concurrence, corruption et privilèges de catégorie, conformisme social et confusion politique) ne peuvent empêcher l'extériorisation des contradictions de la société capitaliste et leur explosion en conflits sociaux. C'est l'orientation défaitiste des syndicats axée sur la négociation, *c'est la conception capitularde de l'opportunisme toute fondée sur* l'entente *entre les classes antagoniques, qui empêchent chacun de ces conflits d'être un pas plus ou moins important vers la reconquête de l'unité et de la force offensive de la classe ouvrière. La voie du redressement prolétarien est toute tracée : c'est celle de la lutte impitoyable contre l'opportunisme, lutte qui ne fait qu'un avec le retour définitif aux vraies traditions et aux vraies méthodes de lutte du prolétariat.*

Ce que fut en réalité le Front Populaire

(Sute de la page 3)

brigades internationales, de décapiter, à l'intérieur du camp républicain, tout ce qui y subsistait de volonté révolutionnaire. Le stalinisme se fit ici l'instrument le plus efficace de la conservation capitaliste, non seulement en Espagne où il œuvrait essentiellement à augmenter sans cesse les prérogatives de l'Etat bourgeois, mais dans les autres pays d'Europe, en France notamment où la « solidarité » qu'il préconisa ne fut pas une solidarité de classe qui consisterait à lutter contre *sa propre bourgeoisie*, seul moyen de pratiquer l'internationalisme dans le cadre national, mais une solidarité *nationaliste*, qui réclame « des avions pour l'Espagne » dans l'esprit d'une *guerre* contre Hitler. A ce moment d'ailleurs, agonise, avili, assassiné, tout ce qui peut encore rappeler la tradition de l'Octobre russe. Tandis que certains éléments des brigades internationales en Espagne se livrent à la répression policière contre le P.O.U.M. ou la C.N.T., tandis que Blum en France passe à la contre-offensive et décrète « la pause », tandis que l'U.R.S.S. se fait payer d'avance en or sonnant et trébuchant son aide aux Républicains, se déroule la comédie macabre des « procès de Moscou ». A la veille de se lier à l'une ou à l'autre des coalitions impérialistes en présence, l'U.R.S.S. offre en garantie à la bourgeoisie internationale les têtes des derniers compagnons de Lénine. Cet assassinat permet de discréditer les trotkystes aux yeux des ouvriers du monde entier et, en Espagne, de procéder sans difficulté à leur élimination physique.

En Espagne, en effet, l'antifascisme ne prend plus la peine, à ce moment-là, de dissimuler son visage contre-révolutionnaire. Depuis des mois le gouvernement de Front Populaire, fermement encadré par les « communistes » implantés à la suite des tractations d'aide militaire de Moscou, s'efforce de reprendre aux ouvriers tout ce qu'ils ont conquis de haute lutte un an plus tôt et, particulièrement, la gestion des entreprises expropriées. En mars 1937, à Barcelone, le trust de la *Sofina* a été restitué à son Conseil d'Administration capitaliste. Dans cette même ville, en mai, le "communiste" Salas, « commissaire de l'ordre public », tente, avec ses gardes d'assaut, de s'emparer du central téléphonique aux mains de la C.N.T. C'est le signal d'une grève générale, d'ailleurs spontanée, ni la C.N.T. ni le P.O.U.M. n'en ayant donné l'ordre. La répression qui lui succède offre aux hommes de Staline l'occasion d'une « épuration » longtemps méditée : le trotskyste Andréas Nin est enlevé et tué par des « éléments irréguliers », l'anarchiste Bernièri, arrêté, est exécuté dans les locaux de la police de Barcelone. L'ignoble campagne orchestrée autour des procès de Moscou indique clairement par qui ces crimes sont inspirés. C.N.T. et P.O.U.M. protestent, mais ne rompent pas avec le gouvernement, démontrant par là à quel degré de sujétion sont tombées les dernières organisations se réclamant de la tradition révolutionnaire. Pour monnayer son aide aux Républicains, l'U.R.S.S. avait exigé le remplacement de Caballero par Négrin. Ce dernier, docile, met tout de suite le P.O.U.M. hors-la-loi, veut tenter, mais sans y parvenir, de monter contre lui un « procès » du genre de celui de Moscou. Ce même gouvernement masque la fatigue et le mécontentement des masses en lançant le mot d'ordre de la « résistance jusqu'au bout ». En fait, il abandonnera Madrid, Valence, puis Barcelone, et ce sera la fin. Une partie de la triste cohorte de réfugiés et de soldats républicains passera la frontière où, de l'autre côté des Pyrénées, le démocratique camarade Blum les fera parquer dans des camps de concentration.

Si la guerre d'Espagne mit à nu le véritable rôle des gouvernements de Front Populaire en tant que fourriers de la réaction, elle fut également fatale aux fractions d'extrême-gauche qui avaient soutenu ces gouvernements. L'anarchisme, qui avait toujours considéré avec horreur la seule idée d'un *Etat prolétarien*, se déconsidéra en envoyant ses représentants jouer les ministres d'un gouvernement *bourgeois*. Le P.O.U.M. qui, à la suite de Trotsky, misait sur la possibilité d'intervention révolutionnaire du prolétariat à la faveur de l'antagonisme démocratie - fascisme, dut assister, non seulement à l'assassinat de la révolution espagnole, mais encore au renforcement de l'imposture stalinienne, à la diffamation du vieux compagnon de Lénine que, deux ans plus tard, un tueur aux gages de la N.K.V.D. russe, devait abattre d'un coup de piolet sur la tête à Mexico.

Des événements d'Espagne, notre courant, par la voie de la Gauche Communiste italienne, tira, dès cette époque, toute la leçon. *Fascisme* et *démocratie* ne sont pas deux voies opposées de la domination du capital, mais deux attitudes politiques différentes d'une seule et même classe, selon qu'elle est ou non menacée par la révolution. Le prolétariat n'a donc pas à « opter » pour l'une ou pour l'autre de ces *formes*, mais à les détruire toutes les deux. Aujourd'hui du reste, le *contenu* du fascisme a été adopté par tous les Etats du monde après la seconde guerre mondiale : malgré la victoire des *démocraties !*

(La fin au prochain numéro)

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1965

LISTE NUMERO 2

Wintherthur, 68 ; Alice, 15 ; une femme de ménage, 5 ; un retraité des P.T.T., 10 ; vive « Le Prolétaire », 10 ; Soutien Pascal, 8 ; Soutien Guy, 8 ; Philippe, 1 ; Achille, 1 ; Christian II, salue les camarades, 50 ; O.K., 1, 30 ; Christian, 5 ; Suzanne, 5 ; Pierre, 3 ; Lucien, 3 ; Emile, 3 ; François, 3 ; Bechef, 5 ; B. « la bonne graine », 20 ; Piero, 10 ; Hugo, Bruno, Novaldo, Fanfulla, Cecchino, Gian la Pipe, 57 ; Bruno, Maurice, Lasté, Rico, Nino, 50.

Total liste numéro 2	331,30 F
Total précédent	549,50 F
Total	**880,80 F**